



Orléans, le 18 juin 2009

Communiqué de presse

De la terre à la mer, la contribution des comités de bassin au Grenelle de la mer

230 délégués des comités de bassin se sont réunis le 16 juin à la Baule pour débattre des propositions des groupes de travail du Grenelle de la mer. Venus de toutes les régions de la France métropolitaine et d'outre mer, ils ont élaboré des propositions que leurs présidents ont présenté hier à Chantal Jouanno, secrétaire d'État chargée de l'Écologie, auprès du ministre d'État, ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire.

Les comités de bassin s'appuient sur l'expérience acquise depuis plus de quarante ans dans la construction d'une gestion intégrée de l'eau et des milieux aquatiques, du dialogue et d'une solidarité financière entre l'ensemble des acteurs de l'eau, de l'amont à l'aval des bassins versants. Affirmant la nécessaire continuité de la terre à la mer, ils proposent :

- de renforcer le rôle des instances de bassin dans la zone du littoral et de la mer ;
- de développer avec l'appui des instances de bassin la connaissance du littoral et de la mer.

André Santini et Serge Lepeltier, respectivement présidents des comités de bassin Seine-Normandie et Loire-Bretagne, le soulignent : *c'est toujours la même eau qui s'écoule de la montagne à l'estuaire. Plutôt qu'une charnière entre terre et mer, le littoral est un milieu de transition sur lequel la prévention des pollutions et des risques et la préservation des milieux nécessitent qu'on élargisse notre vision, du haut du bassin versant jusqu'à la haute mer. Les comités de bassin ont montré leur capacité à faire dialoguer tous les acteurs porteurs d'intérêts très contradictoires et à produire des décisions consensuelles. Mettons cette capacité au service de la mer et du littoral !*

Les lois sur l'eau de 1964 puis 1992 ont institué 12 comités de bassin : 7 métropolitains, Adour-Garonne, Artois Picardie, Corse, Loire-Bretagne, Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée, Seine-Normandie – et 5 outre-mer, Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et la Réunion. Ils rassemblent toutes les catégories d'acteurs de l'eau, arrêtent les grandes orientations de la politique de l'eau dans chaque bassin hydrographique et définissent les programmes d'action pour atteindre un bon état des eaux.

Voir ci après les propositions des comités de bassin

En savoir plus : les comités de bassin et les agences de l'eau www.lesagencesdeleau.fr

contact presse :

Paule Opériol, 06 74 95 44 88, paule.operiol@eau-loire-bretagne.fr

Adour-Garonne

Président : Martin MALVY
www.eau-adour-garonne.fr

Artois-Picardie

Président : Hervé POHER
www.eau-artois-picardie.fr

Corse

Président : Ange SANTINI
www.eaurmc.fr

Loire-Bretagne

Président : Serge LEPELTIER
www.eau-loire-bretagne.fr

Rhin-Meuse

Président : Claude GAILLARD
www.eau-rhin-meuse.fr

Rhône-Méditerranée

Président : Michel DANTIN
www.eaurmc.fr

Seine-Normandie

Président : André SANTINI
www.eau-seine-normandie.fr

www.lesagencesdeleau.fr

Guadeloupe

Président : Amélius HERNANDEZ
www.eau-guadeloupe-consultation.fr

Guyane

Présidente : Juliana RIMANE
www.cg973.fr/Office-de-l-eau-de-la-Guyane

Martinique

Présidente : Madeleine JOUY de
GRANDMAISON
www.martinique.ecologie.gouv.fr

Mayotte

Président : Fadul AHMED FADUL
www.mayotte.pref.gouv.fr

Réunion

Président : Eric FRUTEAU
www.eaureunion.fr

**Office national de l'eau et des milieux
aquatiques**

Directeur général : Patrick LAVARDE
www.onema.fr

GRENELLE DE LA MER

Propositions des présidents des comités de bassin de métropole et d'outre-mer

Les membres des comités de bassin de métropole et d'outre-mer réunis à la Baule le 16 juin 2009,

→ considérant :

- l'importance de prendre en compte la continuité entre les bassins hydrographiques, les estuaires, deltas et mangroves, le littoral et la mer ;
- les forts enjeux de protection et de gestion des milieux littoraux et marins, étant donné leur richesse biologique et leurs fonctionnalités écologiques ;
- l'importance du domaine marin d'outre-mer et les enjeux particuliers de pression anthropique sur leur littoral ;
- la nécessité d'assurer l'articulation dans la mise en œuvre des directives cadres sur l'eau (DCE) et stratégie pour le milieu marin (DCSMM), qui obéissent à une même logique, aussi bien en matière de méthodologie, que d'outils et de gouvernance et sont à mettre en œuvre dans des délais restreints ;
- la nécessité pour les DOM de mettre en œuvre la DCE, alors que la DCSMM ne s'y applique pas ;
- la nécessité pour la France de respecter ses engagements dans le cadre des conventions internationales ;
- l'intervention actuelle des comités de bassin dans les eaux territoriales (12 milles nautiques) en matière de connaissance et de surveillance, en particulier au titre de la DCE ;
- la composition des comités de bassin basée sur la représentation des différentes catégories d'acteurs (collectivités, acteurs socio-économiques, associations, Etat) comprenant peu de représentants du littoral et de la mer ;
- l'existence d'une expérience, d'un savoir faire et d'une réactivité des comités de bassin dans la gouvernance de l'eau et des milieux aquatiques, y compris littoraux ;
- la nécessité de se fonder sur la connaissance pour l'orientation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques ;
- l'existence et les compétences de divers acteurs intervenant en milieu littoral et marin (Etat et ses services déconcentrés, agences et offices de l'eau, conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, agence des aires marines protégées, IFREMER...)

→ proposent :

A - de renforcer le rôle des instances de bassin dans la gouvernance du littoral et de la mer :

1. Confier aux instances de bassin au titre de la DCSMM, dans la suite logique de la DCE, la responsabilité :
 - dans la limite des 12 milles, de réaliser l'état des lieux, de mettre en place le programme de surveillance, de définir le plan de gestion et le programme de mesures ;
 - dans la limite des 200 milles, de contribuer aux actions de connaissance en partenariat avec les autres acteurs.
- 2 - Elargir la composition des instances de bassin pour mieux prendre en compte la diversité des acteurs du littoral et de la mer en renforçant la représentation :
 - de l'Etat (préfecture maritime notamment),
 - des acteurs sociaux économiques (aquaculture, conchyliculture, pêche professionnelle, nautisme, loisirs liés à l'eau, transport, associations...)
 - des collectivités (représentation plus forte des communes littorales et de leurs groupements).
3. Confier aux instances de bassin l'élaboration de documents de planification à l'échelle des façades (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux – SDAGE - et programme

de mesures – PDM) dotés d'un volet spécifique littoral et marin et leur demander d'assurer la cohérence sur les espaces inter-bassins et transfrontaliers en particulier dans les DOM.

4. Inciter à la mise en œuvre des politiques de gestion locale (schéma d'aménagement et de gestion des eaux – SAGE - littoral et marin, volet littoral des SCOT...).
5. Evaluer préalablement à toute décision les nouveaux besoins financiers, appliquer le principe « pollueur-payeur » et mettre en place les ressources financières et les redevances spécifiques assises sur les activités liées à la mer en complément de la solidarité terre/mer. Une expérimentation pourrait être engagée rapidement avec les comités de bassin volontaires.

B – de développer avec l'appui des instances de bassin la connaissance du littoral et de la mer :

6. Définir les priorités de recherche et développement (R&D) à mettre en œuvre aux niveaux local, national et européen, avec un volet particulier pour les outre-mer :
 - organiser un dispositif d'interface recherche/utilisateurs avec la création d'un comité d'orientation stratégique, émanation conjointe de comités existants (CNE, conseil de la mer et du littoral, conseils scientifiques, ...) de type Grenelle ;
 - adopter un agenda stratégique de R&D doté d'un volet spécifique lié aux enjeux écologiques et socio-économiques caractéristiques des outre-mer, basé sur une analyse prospective des enjeux, des besoins opérationnels et sur un état des lieux des compétences existantes ;
7. Constituer une « alliance nationale pour les sciences de la mer » impliquant établissements de recherche (Ifremer, CNRS, IRD, BRGM, CNES, universités ...) et utilisateurs (AAMP, ONEMA, agences et offices de l'eau, conservatoire du littoral, SHOM, entreprises, ...) :
 - mettre en place ou développer des pôles de compétences scientifiques en outre-mer, avec un rayonnement international et trois priorités : océan indien, Guyane, Caraïbes ;
 - rendre accessible l'ensemble de la documentation technique sur la connaissance des milieux marins à partir d'un portail public à créer ;
 - développer des sites ateliers associant gestionnaires et chercheurs notamment sur des grands estuaires et les mangroves.
8. Lancer et coordonner des programmes de recherche :
 - créer un programme « mer et littoral » de l'agence nationale de la recherche, en lien avec d'autres agences nationales des Etats membres en cohérence avec l'agenda communautaire sur la mer ;
 - développer un programme de recherche dédié à l'appui aux politiques publiques, sur la zone côtière porté notamment par le MEEDDAT et l'ONEMA ;
 - lancer quelques projets de développement technologique, notamment pour l'observation, dans le cadre des pôles de compétitivité mer.
9. Organiser les données par un schéma national des données sur le milieu marin, articulé avec le schéma national des données sur l'eau, qui s'applique déjà au littoral en mutualisant les dispositifs DCE et DCSMM et renforçant les moyens à la mer (marine, flotte océanographique).